

15

Travaux Interdisciplinaires et Plurilingues

Bernd Zielinski & Brigitte Krulic  
(éds)

Vingt ans  
d'Unification allemande

Histoire, mémoire et usages  
politiques du passé

Peter Lang

15

*Travaux Interdisciplinaires et Plurilingues*  
Travaux Interdisciplinaires et Plurilingues

Bernd Zielinski & Brigitte Krulic  
(éds)

*Vingt ans*  
d'Unification allemande  
*Vingt ans*  
*d'unification allemande*

Histoire, mémoire et usages  
politiques du passé  
*Histoire, mémoire et usages politiques*  
*du passé*

Peter Lang

# Présentation générale

Bernd ZIELINSKI et Brigitte KRULIC

Vingt ans après l'unification allemande du 3 octobre 1990, on peut, au vu du temps écoulé et du nombre impressionnant d'études publiées sur le sujet, constater l'historicisation de ce tournant majeur de la fin du 20<sup>e</sup> siècle. On observe en même temps que la perception et l'interprétation de l'événement, de ses conséquences et de sa portée sont toujours partiellement politisés et suscitent des débats controversés. Ceux-ci se déroulent aujourd'hui dans un contexte où l'Allemagne, malgré un processus de convergence et d'homogénéisation évident entre les deux parties unifiées, reste marquée par des différences considérables entre l'Est et l'Ouest. Elles concernent aussi bien les aspects socio-économiques que le paysage politique ou certaines questions mémorielles. Citons, pour donner quelques exemples de la situation particulière à l'Est, le chômage beaucoup plus élevé et l'émigration vers l'Ouest, le poids du parti *Die Linke* qui se situait lors des dernières élections nationales à 26% à l'Est et seulement à 8% à l'Ouest, enfin le phénomène de l'*Ostalgie* pour une partie de la population est-allemande, ou en tout cas une vision de l'époque de la RDA qui diffère de celle souvent diffusée par les médias et la classe politique.

Dans ce contexte, les débats et controverses publics se réfèrent fréquemment à trois champs thématiques: l'interprétation de l'histoire pendant la division de l'Allemagne entre 1949 et 1990, en particulier celle de la dictature en RDA, les modalités politiques et économiques concrètes de l'unification en 1990 dans leur dimension nationale et internationale, enfin la culture politique et les nouvelles orientations de la «République de Berlin», notamment son rôle dans les relations internationales.

L'unification allemande aurait été impossible sans deux évolutions décisives: la politique d'ouverture de Michaël Gorbatchev en

URSS à partir de 1985 et le développement du mouvement civique de protestation en RDA. Ce mouvement provoque entre octobre et novembre 1989 la chute du mur de Berlin et celle de la dictature du SED sous Erich Honecker, ouvrant ainsi une période de réformes politiques et économiques. Comparée aux évolutions semblables dans les autres anciens pays satellites de l'URSS, la particularité de cette transformation interne tient au fait que le processus de l'unification s'y est superposé, aboutissant en octobre 1990 à la disparition de la RDA par le rattachement de cinq nouveaux Länder à la RFA. On assistait ainsi à un transfert des institutions politiques, économiques et sociales ouest-allemandes en RDA.

Après une période initiale d'euphorie, ces modalités spécifiques de l'unification ont suscité jusqu'à aujourd'hui, pour une partie non négligeable des Allemands de l'Est, une forme de désenchantement: ils ont éprouvé le sentiment de subir une sorte de domination économique, politique et culturelle ouest-allemande. Ce phénomène s'est développé sur fond de problèmes économiques qui ont pris une ampleur sans précédent pendant les deux années consécutives à l'unification. La chute de la production et la montée du chômage ont laissé une bonne partie de la population est-allemande dans une situation matérielle et sociale difficile. La phase de croissance entre 1992 et 1996 a certes atténué ces problèmes et permis un processus de convergence avec la RFA. Mais celui-ci s'est, par la suite, fortement ralenti dans le contexte d'une nouvelle baisse de la croissance à l'Est, marquée encore aujourd'hui par des problèmes structurels considérables.

L'unification allemande s'est réalisée dans un contexte historique profondément marqué par la «constellation post-nationale» (Jürgen Habermas). En premier lieu, la chute du mur et l'unification allemande renvoient à la fin du modèle communiste autoritaire installé sous hégémonie soviétique dans les pays d'Europe centrale et orientale, aux transformations systémiques dans l'ensemble de ces pays et aux nouveaux défis géopolitiques. En second lieu, l'unification allemande n'aurait pas été possible sans l'accord des quatre puissances de la seconde guerre mondiale ni celui de la communauté européenne.

L'adhésion de la RDA à la RFA a en quelque sorte constitué le premier élément d'une série d'élargissements de la communauté européenne aux pays de l'Est. En même temps, elle a déclenché une nouvelle étape de l'approfondissement de l'intégration européenne. Car pour dissiper les craintes de ses partenaires face aux risques de nouvelle hégémonie ou de «voie particulière» (*Sonderweg*) allemandes, le gouvernement Kohl a dû accepter l'accélération du projet de l'union monétaire, prévu dans le Traité de Maastricht. Pour sa part, l'Allemagne a réussi à introduire dans ce traité des éléments clé de sa «culture de stabilité» en matière de politique budgétaire et monétaire, éléments qui suscitent à l'heure actuelle encore des controverses, au moment où l'Europe subit les conséquences de la plus grave crise économique et financière depuis la seconde guerre mondiale.

Il existe donc, aussi bien en Allemagne qu'au niveau international, de multiples «présences du passé» de l'unification. Dans une approche pluridisciplinaire, le présent ouvrage propose, 20 ans après les événements, des analyses historiques sur les aspects politiques, juridiques, économiques et géopolitiques ainsi que des articles sur les enjeux mémoriels en Allemagne.

En ouverture, Matthias Rossi<sup>1</sup> aborde les questions d'ordre juridique et constitutionnel liées à l'unification: cette dernière a été réalisée sur la base de l'article 23 de la loi fondamentale ouest-allemande qui permettait l'adhésion de nouveaux Länder et non pas sur la base de l'article 146 qui prévoyait l'élaboration d'une nouvelle constitution pour l'Allemagne unifiée. Matthias Rossi montre la complexité des procédures juridiques concrètes en analysant la fonction des deux traités d'Etat entre la RFA et RDA de 1990, la question du dédommagement des personnes expropriées à l'époque de la RDA, ainsi que les dimensions internationales de l'unification avec le Traité «2 plus 4» et les modalités de l'intégration de l'ex-RDA dans la communauté européenne.

1 M. Rossi, «Wiedervereinigung und deutsche Verfassung».

Après cette analyse juridique, Bernd Zielinski<sup>2</sup> thématise les modalités de l'union économique, monétaire et sociale du 1er juillet 1990 entre la RFA et la RDA, qui a préparé l'unification politique du 3 octobre. Il analyse en détail les controverses en matière de politique économique qui, au cours de l'année 1990, ont concerné la transformation systémique de l'économie socialiste de la RDA et son intégration dans l'espace économique de l'Allemagne unifiée. La superposition de ces deux processus constitue la particularité de la RDA, si on la compare aux autres anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est. Bernd Zielinski évoque le positionnement des principaux acteurs ouest et est-allemands ainsi que celui des experts économiques et des institutions comme la *Bundesbank*. Parmi les enjeux cruciaux analysés dans le contexte de l'union monétaire figurent la politique de privatisation de l'économie de la RDA par la *Treuhandanstalt* (société fiduciaire) ainsi que les formes de financement des coûts de l'unification. Dans l'ensemble, la stratégie de transformation a pris la forme d'une «thérapie de choc» marquée par une confiance excessive dans les forces d'autorégulation du marché. Elle a produit dans un premier temps des effets négatifs d'une ampleur inattendue, dont la désindustrialisation massive de la RDA et la montée dramatique du chômage. Même si les problèmes hérités de la période de l'unification sont loin de constituer l'unique cause des problèmes économiques actuels de l'Allemagne de l'Est, ils n'en constituent pas moins un facteur aggravant considérable.

Trois contributions sont consacrées au cadre international de l'unification allemande. Alexander von Plato<sup>3</sup>, qui s'appuie aussi bien sur des fonds d'archives que sur des entretiens directs avec des responsables politiques de haut niveau de l'époque, analyse les positionnements et les interactions stratégiques entre les Etats-Unis, l'Union soviétique et l'Europe face à la question de l'unification. Il souligne le contraste entre une position ferme et quasiment invariable du côté

2 B. Zielinski, «L'articulation entre stratégies économiques et politiques dans le processus de l'unification allemande».

3 A. von Plato, «Die USA, Europa und die Wiedervereinigung».

américain et les tergiversations de l'Union soviétique. Après la chute du mur de Berlin, les Etats-Unis ont constamment insisté sur la nécessité d'intégrer l'Allemagne unifiée dans l'Otan, condition *sine qua non* de leur soutien à l'unification. Selon Alexander von Plato, l'Union soviétique souhaitait dans un premier temps le maintien de la division de l'Allemagne avant d'envisager d'autres solutions, par exemple une confédération de deux Etats allemands possédant un statut de neutralité, ou encore l'intégration de l'Allemagne unifiée dans un nouveau «système de sécurité européen» destiné à remplacer l'Otan et le pacte de Varsovie. Gorbatchev a finalement accepté d'accorder à l'Allemagne unifiée le libre choix de son alliance militaire, ouvrant ainsi la voie à son adhésion future à l'Otan. Selon Alexander von Plato, cette modification fondamentale de la position de Gorbatchev s'explique en partie par le fait que pour les dirigeants soviétiques, exercer un contrôle sur la RDA était devenu une préoccupation secondaire dans un contexte marqué par les tendances de désintégration interne de l'Union soviétique, qui dès mars 1990 se sont traduites par la déclaration d'indépendance de la Lituanie.

Dans le même champ thématique, Yves Hamant<sup>4</sup> analyse les réactions des dirigeants soviétiques face à la chute du mur de Berlin et au processus de l'unification allemande ainsi que le traitement de ces tournants historiques par les médias (*Pravda, Izvestia...*). Il en ressort que les dirigeants soviétiques furent largement pris au dépourvu par la chute du mur tandis qu'aux yeux de la plupart des médias soviétiques cet événement historique fut considéré comme un «non événement», car dénué d'impact symbolique. L'objectif initial de Gorbatchev était d'éviter l'unification allemande par le maintien de la RDA sur la base d'un socialisme réformé et, éventuellement, dans le cadre d'une confédération avec l'Allemagne de l'Ouest. Après avoir abandonné ces projets et accepté le principe de l'unification, Gorbatchev dut subir les critiques d'un certain nombre de militaires, de diplomates et de membres de l'appareil idéologique. Ce n'est pas au moment

4 Y. Hamant, «La chute du mur de Berlin et l'unification allemande vues d'URSS et de Russie».

même de l'unification, néanmoins, que ces critiques se sont le plus massivement exprimées, mais plus tard, après l'effondrement de l'URSS. Aujourd'hui encore, les conditions dans lesquelles l'unification a été négociée sont considérées dans la vulgate historique en cours en Russie comme l'expression même d'une politique irresponsable, comme une capitulation de Gorbatchev. La chute du mur et l'unification touchent ainsi – et profondément – un problème interne à la Russie.

Les enjeux diplomatiques et politiques liés à la «réouverture» inopinée de l'histoire européenne sont éclairés de manière frappante par le témoignage d'un acteur de premier plan dans la négociation du texte de la Charte de Paris, le diplomate Pierre Morel<sup>5</sup>, qui retrace comment on a concilié les deux ambitions majeures et concurrentes qu'étaient, dans l'Europe de 1990, l'instauration générale de l'Etat de droit et l'affirmation de l'identité de peuples longtemps placés sous la contrainte.

La contribution de Sonia Combe<sup>6</sup> introduit la thématique des enjeux identitaires grâce à une analyse fouillée des slogans scandés à l'automne 1989 en RDA. Après une étude des fonctions techniques du slogan (*Schlagwort*, «le mot qui frappe»), elle montre comment la prise de parole de l'automne 1989 relativise fortement l'image convenue d'un habitus allemand, plus particulièrement est-allemand, marqué par la soumission passive à l'autorité. En moins de deux mois, deux slogans ont décidé du sort de l'Etat est-allemand: le premier, *Wir sind das Volk* (nous sommes le peuple) l'a déstabilisé, le second, *Wir sind ein Volk* (nous sommes un [seul] peuple), a annoncé sa disparition. Ce glissement sémantique montre que *le* peuple s'est transformé en *un* peuple sous la pression de facteurs souvent extérieurs qui l'ont conduit à se dissoudre dans la rue, emporté par la clameur. A peine redevenu sujet politique et acteur de l'histoire, le peuple aurait été, en quelque sorte, vaincu par la rue.

Les répercussions de la chute du mur sur les politiques mémorielles et les enjeux identitaires se sont poursuivies bien au-delà de l'automne

5 P. Morel, «La «Charte de Paris» entre Etat de droit et affirmation identitaire».

6 S. Combe, «Des slogans et des hommes».



1989. L'unification a mis face à face les Allemands de l'Est et de l'Ouest séparés pendant 40 ans par les conséquences du nazisme et de la guerre. Brigitte Krulic<sup>7</sup> analyse comment les événements de 1989-1990 ont provoqué très rapidement une réactivation du passé qui a remis la question de l'identité allemande au premier plan. Les débats se sont articulés autour de deux questions principales: est-il possible de définir une identité allemande libérée des fantômes de l'histoire? Est-il moralement et politiquement légitime de souhaiter ce retour à la «normalité», et si oui, à quelles conditions et selon quelles modalités?

Delphine Choffat<sup>8</sup> approfondit ce retour controversé du paradigme de la normalité (*Normalität* et *Normalisierung*) dans les discussions médiatiques et politiques après la réunification. En étudiant les productions verbales et les énoncés en situation, elle montre que l'avènement de la souveraineté juridique marque à la fois la rupture d'une normalité – la coexistence «normale» de deux Etats allemands post-nationaux – et la (re)naissance d'un Etat national «normal». L'événement de la réunification en lui-même n'est pas immédiatement interprété dans le sens d'un retour de la normalité: il s'agit avant tout de se rassurer soi-même ainsi que les pays partenaires en effaçant les craintes d'un nouveau *Sonderweg* (voie particulière). Elle est explicitement évoquée en lien avec le transfert des lieux de gouvernance à Berlin ou le processus de rapprochement entre anciens et nouveaux *Länder*. La problématique de la normalité se caractérise enfin par son potentiel polémique en ce qui concerne l'identité nationale en lien avec le double passé allemand.

Dans une deuxième contribution, Bernd Zielinski<sup>9</sup> aborde les controverses en Allemagne unifiée à propos de la nature du régime de la RDA. Aujourd'hui encore, elles restent très vives; elles influencent concrètement la situation politique en Allemagne, en particulier lors des débats sur les positionnements du parti *Die Linke*. La contribution

7 B. Krulic, «L'impact de la réunification sur les problématiques mémorielles».

8 D. Choffat, «La réunification allemande: retour à la normalité ou normalisation?»

9 B. Zielinski, «Les controverses en Allemagne unifiée sur la nature du régime de la RDA».

livre une analyse des usages politiques de la mémoire et aborde les interactions entre recherche historique et débats publics. Ces derniers sont marqués par trois facteurs cruciaux. Premièrement, le traumatisme historique de la dictature national-socialiste, ainsi que les insuffisances de la dénazification et le refoulement partiel de ce passé pendant les années 50 et une partie des années 60. Ensuite, les changements, en RFA, des paradigmes d'interprétation appliqués au régime de la RDA au cours des 40 ans où l'Allemagne a été divisée: à partir des années 60, on constate un abandon des théories fondées sur l'approche du totalitarisme. Enfin, les modalités de l'unification en 1990 qui a pris la forme de l'adhésion de la RDA à la RFA et suscité chez beaucoup d'Allemands de l'Est un sentiment de domination ouest-allemande qui s'étend également à la façon d'écrire l'histoire de la RDA. Après l'unification, on a assisté dans les années 1990 à un retour de la théorie du totalitarisme comme approche d'analyse de la RDA. Cependant, elle a rapidement suscité des critiques qui soulignaient la nécessité d'une histoire sociale de la RDA, prenant en compte le vécu des citoyens est-allemands. Ce type d'approches analytiques a par la suite été critiqué à son tour comme une tentative d'embellissement de la réalité de la dictature est-allemande. Ce débat continue aujourd'hui; il a été ravivé en 2004 par les travaux d'une commission d'experts chargée de développer un concept global de politique de la mémoire concernant la RDA.

Dans le même champ thématique des usages politiques du passé, Agnès Arp<sup>10</sup> présente dans sa contribution un projet d'histoire orale sur la mémoire de la RDA, réalisé à l'Université Friedrich Schiller à Iéna. Elle résume les principaux résultats de l'enquête menée en 2007 auprès de seize citoyens de l'ancienne RDA. Leurs récits montrent aussi bien les modalités d'une forme d'identification à l'Etat est-allemand que l'émergence de la distance critique et de la volonté de résistance face à l'emprise collectiviste de la dictature. Lors de la préparation de la publication de l'enquête, le «Centre du Land de

10 A. Arp, «Mémoire(s) de la RDA en Thuringe: entre souvenirs individuels et discours politique officiel».

Thuringe pour l'éducation politique» qui avait soutenu l'initiative a politisé les débats en exigeant de manière surprenante le remplacement de certains mots utilisés par les personnes interviewées. Cette tentative d'imposer un langage «politiquement correct» aux témoins historiques montre les crispations et pressions politiques qui peuvent, aujourd'hui encore, marquer les débats sur l'expérience vécue des citoyens est-allemands.

L'ouvrage se clôt par un élargissement de perspective qui montre que l'Allemagne ne constitue pas un cas isolé parmi les autres pays de transformation est-européens: de ce point de vue, l'histoire tragique de l'Ukraine fournit un vaste champ d'analyse des problématiques identitaires et mémorielles. Jean Paul Véziant<sup>11</sup> croise dans son texte son expérience vécue d'ambassadeur en poste à Kiev et une analyse historique détaillée des problématiques mémorielles dans l'Ukraine indépendante. Dans le débat mémoriel articulé autour de la Grande Famine des années 1930, de la Shoah, du mythe de la «Grande Guerre Patriotique» et des monuments commémoratifs de l'histoire, l'Ukraine s'efforce de réconcilier des mémoires souvent antagonistes, de consolider une société en mal d'histoire, de valeurs ou de traditions propres reconnues par tous, plus ou moins distinctes de celles de la Russie. Autour de quelques grands repères historiques ou mémoriels, il s'agit de créer une citoyenneté et une identité ukrainiennes, de les nourrir en les définissant grâce à une lecture du passé différente de celle de l'historiographie soviétique russo-centrée.

Vingt ans après, l'Allemagne célèbre l'unification qui met fin à l'une des séquelles les plus visibles de la guerre et du traumatisme nazi. L'histoire de la deuxième moitié du *xx*<sup>e</sup> siècle offre un terrain exceptionnel pour l'analyse des phénomènes de surimpression de mémoires, de lectures rétrospectives d'événements et de controverses historiographiques; elle porte enfin, au fur à mesure que la génération qui incarne la mémoire vivante du III<sup>e</sup> Reich s'efface, témoignage des tensions entre la mémoire et l'histoire.

11 J.P. Véziant, «Géopolitique et questions mémorielles: le cas de l'Ukraine».